

## « Trop, c'est trop » : une nouvelle classe peut fermer

**Dozulé** — Le sort semble s'acharner sur les écoles dozuléennes. Après la perte de deux classes en élémentaire et la fermeture de l'école maternelle, la menace d'une nouvelle fermeture plane.

Les parents d'élèves de l'école élémentaire publique Daniel-Guilbert sont vent debout. Une classe serait menacée de fermeture à la rentrée prochaine. « **Trop, c'est trop**, martèle Marc Chazelle, représentant des parents d'élèves. **Nous sommes sous le choc de cette annonce brutale mais nous allons nous mobiliser. C'est une décision injuste qui met en péril l'avenir de nos enfants. Une troisième fermeture de classe en trois ans alors que notre école subit déjà des restructurations constantes.** »

### L'accompagnement de plus en plus compliqué

À la rentrée scolaire 2023, l'école était passée de treize à douze classes « avec la fermeture d'un dispositif CP ».

Puis, dès l'année suivante, nouvelle fermeture de classe. Rentrent alors onze classes, réparties sur les deux unités, une particularité dozuléenne qui n'est pas sans compliquer l'organisation de l'école. « **Et là, on nous annonce que nous risquons de passer à dix classes en septembre. Cette nouvelle suppression serait un coup dur pour nos enfants et leurs enseignants.** »

Pour les parents d'élèves, c'est « **l'encadrement essentiel à nos enfants qui est menacé avec une école qui accueille un nombre important d'élèves avec des besoins spécifiques : 7 élèves en famille d'accueil, 13 suivis en équipe éducative, 9 en Équipe de suivi de scolarisation (ESS), 21 avec un Projet d'accueil individualisé (PAI), un avec un Projet d'accompagnement**



À la rentrée de septembre dernier, l'école élémentaire publique Daniel-Guilbert comptait onze classes réparties sur ses deux unités. À la rentrée prochaine, l'école dozuléenne pourrait passer à dix classes.

personnalisé (PAP)...» Un public fragilisé, « **sans compter les situations familiales préoccupantes. Les enseignants s'investissent déjà bien au-delà de leur mission pour accompagner ces élèves. Avec des classes plus chargées, cet accompagnement deviendra impossible.** »

### « Nos enfants ont dû s'adapter »

D'autant que l'année scolaire a été particulièrement éprouvante pour

tous. Fin novembre 2024, la municipalité de Dozulé et la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge (NCPA) prenaient la décision difficile de fermer l'école maternelle publique Françoise-Dolto après la découverte de fissures et de désordres importants au niveau de la charpente. Afin de ne prendre aucun risque, en une semaine, toute l'école maternelle, soit cinq classes et une centaine de bambins, a été déménagée à l'unité A de l'école élémentaire.

Une situation appelée à durer.

« **Nos enfants ont dû s'adapter à de nombreuses transformations. Et leur imposer plus d'instabilité est inacceptable.** »

Les parents discutent en ce moment du possible blocage de l'école en début de semaine prochaine. Quant à la commission académique appelée à statuer, elle se réunira mardi 25 mars. 197 élèves (contre 207 en 2024) sont attendus en septembre 2025.

## Les élus se mobilisent

« **Passer de 207 élèves à 197, c'est perdre dix élèves. Pas une classe. Pourquoi fermer une classe ?** » s'étonne Denise Davoust, vice-présidente de la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge (NCPA) en charge du scolaire.

« **L'attractivité des écoles, c'est l'attractivité du territoire. C'est la première chose sur laquelle s'inter-**

rogent les familles quand elles s'installent. Et à NCPA, on se bat pour le maintien de ces services. »

Rappelant que NCPA « **n'est pas à l'origine de cette fermeture. On subit. Lors de la Conférence des Écoles, nous demandons que les curseurs soient revus en raison de la baisse démographique. Ils n'en ont pas tenu compte. Nous sommes conscients du problème et là pour**

soutenir les familles. »

Le 4 avril, une réunion publique tentera d'apporter plus de réponses.

À l'annonce de la nouvelle, « **je me suis immédiatement rapprochée de l'Inspection d'Académie,** » précise Sophie Gaugain, maire de Dozulé et première vice-présidente de la région Normandie, en préconisant « **de laisser le temps des inscriptions finales et du dialogue.** »

C'est ce que j'ai défendu. La question démographique décroissante partout en France questionne les modèles. À Dozulé, le moment est très mal choisi après l'école maternelle en fin d'année », poursuit l'édile en réaffirmant son soutien aux parents et aux enseignants. « **Ils peuvent compter sur moi.** »

## La baisse des effectifs inquiète à la gendarmerie

**Dozulé** — Alors que dans quelques mois, une nouvelle caserne de gendarmerie va sortir de terre à Dozulé, il manque des gendarmes sur le territoire de la communauté de brigade de Villers-sur-Mer.

Le constat est sans appel. Les trois brigades de la communauté de brigade (COB) de Villers-sur-Mer, qui regroupent les secteurs de Dozulé, Cambremer et Villers-sur-Mer, accusent une baisse d'effectif qui commence à poser problème. « **Nous sommes une compagnie à taille humaine. Mais nous sommes très contraints** », souligne le capitaine Laurent Martin de Morestel, commandant de la compagnie de gendarmerie de Deauville dont fait partie la COB de Villers-sur-Mer. « **Des sous-officiers ne sont pas remplacés. Les mutations s'enchaînent et on subit.** »

### 7 gendarmes manquent à l'appel

Il manque donc sept gendarmes à l'appel. Et cela, alors que l'année 2024 a été particulièrement chargée avec le passage de la flamme olympique, les JO, le 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement, la Libération de la Côte fleurie... « **Une année assez intense.** » Autant de manifestations d'ampleur qui prélèvent des gendarmes sur les effectifs en place. Pour autant, la qualité du service rendu à la population et aux collectivités n'est pas mise à mal mais cela complique néanmoins sérieusement l'organisation des brigades. « **La brigade de Villers compte cinq sous-officiers et**



Les gendarmes de la communauté de brigade de Villers-sur-Mer, entourés des élus du territoire, à l'heure du bilan 2024.

deux gendarmes adjoints volontaires. Il manque un gendarme depuis le mois de février 2024. À Cambremer, l'effectif est tombé à deux sous-officiers. Il manque un gendarme depuis janvier 2024 et un autre depuis décembre 2024. Quant à Dozulé, la brigade comprend cinq sous-officiers. Il en manque un depuis décembre 2024 », poursuit le Major Sébastien Beker, à la tête de la COB de Villers-sur-Mer. « **Et deux gendarmes détachés à la CPF.** » La situation s'avère donc tendue sur le territoire de la COB et de la compa-

gnie deauvillaise.

### « Le taux de résolution des affaires en augmentation »

Malgré cela, les faits de délinquance sont en baisse sur l'ensemble du territoire « **des baisses dans tous les domaines avec notamment moins de cambriolages et de faits d'escroqueries mais il faut rester vigilant et attentif.** » Autre point positif : « **Le taux de résolution des affaires est en augmentation.** »

Pour répondre à ce déficit de militaires sur l'ensemble du secteur, « **on**

est proactifs et on occupe le terrain. Rien n'échappe à nos contrôles. Rien n'échappe à nos contrôles », assure le capitaine de Morestel qui déplore encore trop « **de dossiers de violences, des dossiers difficiles de la misère humaine.** » Une expérimentation est en cours au parquet de Lisieux. Violences intraconjugales, violences sexuelles... « **nos militaires sont spécialement formés.** » Concernant l'environnement (véhicules, pneumatiques...), des nouvelles procédures sont en fonctionnement. « **On n'est pas là que pour sanctionner mais aussi pour accompagner.** »

## Moult-Chicheboville

### Accueil de gens du voyage : le préfet interpellé



Certaines caravanes s'installent même dans les lotissements.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Face à des installations récurrentes des gens du voyage sans solution adaptée, la commune de Moult-Chicheboville demande l'intervention du préfet pour débloquer la situation.

« **À ce jour, la communauté de communes Val-ès-Dunes, compétente en la matière, et qui dispose de terrains, ne souhaite pas mettre en place une aire dédiée sur son territoire, ce qui entraîne des difficultés récurrentes d'installation et de gestion** », souligne la maire Coralie Arruego.

### Une aire dédiée : « toutes les communes défavorables »

Pour la CDC, son président Philippe Pesquerel avance que Val-ès-Dunes n'est pas compétente en la matière. Seules les communes de 5 000 habitants et plus seraient concernées. « **Nous n'avons pas de commune de plus de 5 000 habitants sur le terri-**

toire de la CDC. » Il renvoie la balle à la commune de Moult-Chicheboville. « **Nous ne refusons pas l'idée d'aménager un terrain mais actuellement, toutes les communes de la CDC ont répondu défavorablement.** »

En conséquence, les groupes en déplacement s'installent sur des terrains non prévus à cet effet, notamment dans la zone industrielle et économique de Moult, générant des difficultés pour la commune, ses entreprises et ses habitants. Cette situation empêche la commune d'intervenir directement et l'oblige à solliciter constamment les services de la préfecture, ce qui est chronophage pour tous les acteurs et source de tension avec les riverains concernés par les installations illégales. « **La commune espère une réponse rapide des autorités afin de mettre fin à une situation devenue problématique pour tous.** »

## Ranville

### Un banc pour sensibiliser à l'endométriose



Virginie Delval, fondatrice de Bellydoo, et Manon Ducos, représentante d'EndoFrance.

PHOTO : OUEST-FRANCE

« **Parce qu'une personne sensibilisée pourra aussi informer et soutenir une personne atteinte, ce banc jaune, d'un simple lieu de repos, devient un lieu propice à l'information, un lieu pour plus d'équité.** » Au nom d'EndoFrance, Manon Ducos, représentante bénévole régionale, a remercié la municipalité pour la mise en place d'un banc dans le parc de la Vallée à Ranville.

« **La municipalité a été sensible à votre action en direction des femmes souffrant d'endométriose et de règles douloureuses, et a suivi votre proposition, explique le maire Jean Luc Adelaïde et le premier adjoint François Vannier. Sensibiliser, faire connaître, informer, sont les maîtres mots de votre action pour changer le regard sur cette maladie invisible.** »

### « 40 % des cas d'infertilité sont dus à l'endométriose »

« **L'endométriose, on la connaît surtout à travers les chiffres : une personne menstruée sur dix a minima**

est atteinte d'endométriose, précise François Vannier. C'est une maladie qui, jusque-là, souffrait d'une carence médicale de sept ans en moyenne, pourtant, dans 70 % des cas, le symptôme principal est la douleur invalidante au quotidien, qui empêche les plus jeunes d'aller étudier, et les autres d'aller travailler.

« **40 % des cas d'infertilité sont dus à l'endométriose. Et à ce jour, on ne sait pas guérir cette maladie complexe, dont on ne connaît pas l'origine, les causes et pour laquelle les travaux de recherche débutent à peine.** »

François Vannier conclut par le souhait « **que ce banc remplisse son rôle symbolique et que la recherche médicale continue d'avancer vers une meilleure prise en charge des patientes. Je le redis : sensibiliser, informer c'est important aujourd'hui.** »

L'entreprise de bouillottes Bellydoo en a profité pour remettre un chèque de 352 € – correspondant à 1 € par bouillotte vendue – à EndoFrance.

## Cinémas de la Côte fleurie

**Cabourg - Le Normandie**, 9, avenue Alfred-Piat  
Ma mère, dieu et sylvie vartan : 18 h, 20 h 30.  
On ira : 18 h.  
Parthenope (VO) : 20 h 30.

**Dives-sur-Mer - Le Drakkar**, 6, rue du Général-de Gaulle  
Black dog (VO) : 20 h 30.  
La vie devant moi : 16 h.  
On ira : 18 h.

**Houlgate - Le Casino**, 41, rue Henri-Doberet  
La cache : 20 h.  
When the light breaks (VO) : 18 h.



« On ira », PHOTO : BONNE PIOCHE CINEMA - CARNAVAL PRODUCTION - ZINC - 2025

## À l'agenda de vos communes

Annoncez sur infocale.fr

**Loto des commerçants de Varaville**  
Loto. Ouverture des portes à 19 h 30. Nombreux lots. 4 € la carte, 10 € les trois cartes, 15 € les cinq cartes, 20 € les huit

cartes. Buvette sur place, sandwiches et gâteaux. Inscription uniquement sur réservation.

**Samedi 22 mars**, 20 h 30, salle

polyvalente, 4, avenue du Grand-Hôtel (Le Hôme). Contact : 06 16 92 49 86, <http://www.varaville.fr>